Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19344 - 75ÈME ANNÉE

332.000 Réunionnais sous le seuil de pauvreté dont 115.000 jeunes de moins de 18 ans

Placer la lutte contre la pauvreté au coeur du projet réunionnais

L'étude « Revenus et pauvreté des ménages » basée sur des données de 2016 a été publiée par l'INSEE. Elle souligne une fois de plus l'ampleur de la crise sociale à La Réunion.

L'INSEE a présenté hier les chiffres de la pauvreté. D'après les données de 2016, ce sont 332.000 Réunionnais qui vivaient sous le seuil de pauvreté. Près de la moitié, 115.000, sont âgés de moins de 18 ans. Le taux de pauvreté est établi à 39 %.

L'INSEE indique également ceci : « en 2016, les niveaux de vie restent plus faibles à La Réunion d'un bout à l'autre de l'échelle des revenus. La moitié des Réunionnais vivent avec moins de 1 230 euros par mois et UC, soit 29 % de moins qu'en métropole. Les revenus des plus modestes sont sensiblement plus faibles qu'en métropole : les 10 % des plus modestes disposent d'au plus 640 euros par mois et par UC contre 910 euros en métropole. Quant aux 10 % les plus aisés, ils disposent de revenus plus proches de ceux de leurs homologues métropolitains : au moins 2 920 euros mensuels par UC contre 3160 euros ».

Fortes inégalités

Ceci décrit les conséquences d'un système qui permet aux plus riches d'avoir le même revenu qu'en France, mais impose à tous les autres un niveau de vie bien inférieur, compte tenu d'un coût de la vie plus élevé à La Réunion qu'en France.

Il n'est alors pas étonnant que les inégalités soient plus marquées à La Réunion qu'en France. En moyenne en 2016, les 10 % les plus riches : « les 20 % les plus favorisés reçoivent 43 % de l'ensemble des revenus disponibles, soit 5,7 fois plus que les 20 % les plus modestes ». En France, le différentiel est de 4,3.

Enfin, l'étude note que la majorité des locataires vivent sous le seuil de pauvreté, contre près de 30 % des propriétaires. Elle met aussi en évidence une géographie de la pauvreté, avec des communes rurales où la majorité de la population est sous ce seuil : 50 % à Saint-Philippe, 53 % à Cilaos, 56 % à Sainte-Rose et 58 % à Salazie.

L'urgence d'une autre politique

La publication de ces statistiques rappelle une constante : un fort taux de pauvreté à La Réunion, trois fois

plus élevé qu'en France. Si ce taux a diminué progressivement, l'augmentation de la population fait que le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté ne baisse pas.

L'étude souligne également qu'un jeune de moins de 18 ans sur deux est considéré comme pauvre.

Ces données soulignent une fois de plus l'échec d'un système qui n'arrive pas à régler le problème du chômage, première cause de la pauvreté. Elles appellent à la recherche de solutions différentes.

Le PCR propose de travailler sur un projet réunionnais pour répondre à ces problèmes de fonds, et souligne qu'une Conférence territoriale élargie aux forces vives peut être le lieu d'élaboration de ce projet. Les données de l'INSEE rappellent que la lutte contre les causes de la pauvreté doivent être au coeur de ce projet.

M.M.

Communiqué de l'INSEE

« 2016 : 39 % des Réunionnais vivent sous le seuil de pauvreté »

Voici le communiqué publié par l'INSEE lors de la présentation des chiffres de la pauvreté à La Réunion en 2016.

Des inégalités plus marquées qu'en métropole

Les chiffres sur les revenus et la pauvreté à La Réunion sont actualisés chaque année. En 2016, 39 % des Réunionnais (332 000 personnes) vivent sous le seuil de pauvreté métropolitain, qui s'élève à 1 026 euros par mois et par unité de consommation (UC). C'est le cas de 14 % des habitants de métropole. Les mineurs sont particulièrement concernés : 115 000 vivent dans un ménage pauvre, soit la moitié d'entre eux.

En 2016, les inégalités restent importantes à La Réunion : les 20 % les plus favorisés reçoivent 43 % de l'ensemble des revenus disponibles, soit 5,7 fois plus que les 20 % les plus modestes. En métropole, cet écart est moindre : les 20 % les plus aisés reçoivent une part des revenus disponibles 4,3 fois supérieure à celle des 20 % les plus démunis.

Des revenus plus faibles qu'en métropole

En 2016, les niveaux de vie restent plus faibles à La Réunion d'un bout à l'autre de l'échelle des revenus. La moitié des Réunionnais vivent avec moins de 1 230 euros par mois et UC, soit 29 % de moins qu'en métropole. Les revenus des plus modestes sont sensiblement plus faibles qu'en métropole : les 10 % des plus modestes disposent d'au plus 640 euros par mois et par UC contre 910 euros en métropole. Quant aux 10 % les plus aisés, ils disposent de revenus plus proches de ceux de leurs homologues métropolitains : au moins 2 920 euros mensuels par UC contre 3160 euros.

Les communes rurales restent les plus pauvres

En 2016, la pauvreté touche encore plus les habitants des petites communes rurales : un habitant sur deux à Saint-Philippe (50 %) et davantage encore à Cilaos (53 %), Sainte-Rose (56 %) et Salazie (58 %). À l'inverse, La Possession est la commune la moins concernée (26 %).

In kozman pou la rout

« Sak ou i kass avèk la boush, ou i répar pa avèk la boush »

Mésyé, médam, la sosyété, néna dé-troi zour moin la di : « Sak ou i kass avèk la boush, ou i répar pa avèk la min ». Sinploman pou dir lo kou doné avèk la min i fé mal, mé langèlman ou i rosoi avèk la boush-la lang si zot i vé - lo dézonèr ou i rosoi, sa i pass pa konmsa. Ni pé di galman la mark lo kou i éfas avèk lo tan, la mark lo mépri i éfas pa zamé. Figir azot avèk la lang ou i pé abèss in moun plis ké si ou i tap ali. Moin lé sir in pé i pans pa konm moin, an kontrèr, zot i pans lo kou i fé pli mal, lo kou i abèss plis lo moun. Sa sé sak ou i kroi kan ou lé anko jenn, mé kan lo tan la fine pasé, ou i komans konprann lo pli for doulèr sé doulèr moral. Alé ! Mi kite azot rofléshi dsu tousala é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Edito

Climat : 18 mois décisifs

Depuis hier, l'humanité vit à crédit cette année. Entre le 1er janvier et le 29 juillet, l'équivalent d'un an de ressources naturelles produite par la nature a été consommée par l'humanité. En 1999, cette limite intervenait le 29 septembre. Ce « jour du dépassement » arrive donc 2 mois plus tôt qu'il y a 20 ans.

Ceci est une illustration des conséquences du mode de production et de consommation dominant, conséquence du capitalisme. La course au profit épuise la nature. Ce sont notamment les anciennes puissances coloniales qui sont en tête des gros consommateurs. Il faudrait plusieurs planètes Terre pour répondre aux besoins d'un Occidental moyen.

C'est aussi ce mode de production et de consommation dominant qui contribue à dérégler le climat. Il est en effet basé sur l'utilisation massive de charbon et de pétrole, dont la combustion entraîne des émissions de CO₂, un gaz à effet de serre. Cela augmente la température moyenne à la surface de la Terre à une vitesse trop rapide pour que les espèces puissent s'adapter.

Pour faire face à ce phénomène, plus de 190 pays ont signé fin 2015 l'Accord de Paris sur le climat qui prévoit de limiter la hausse des températures à +1,5 degré par rapport à l'époque préindustrielle. Cela suppose de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre. L'Accord de Paris est entré en vigueur en novembre 2016. Il s'impose donc à tous.

« On joue tellement gros dans les 18 prochains mois », estime Sue Reid, vice-présidente de l'ONG américaine Ceres, qui incite les entreprises et les investisseurs à adopter des pratiques durables, « nous entrons dans une période cruciale pour que les responsables politiques comme le secteur privé inversent réellement la courbe des émissions carbone ». En octobre dernier, le GIEC avait déjà alerté que les émissions de CO₂ doivent baisser dès l'année prochaine pour que l'Accord de Paris soit respecté.

Pour le climatologue américain Michael Mann, cela implique que les gouvernements accordent à la transition énergétique la même priorité que la mobilisation de l'industrie pendant la Seconde Guerre mondiale. Par exemple pendant la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis avaient décidé de ne plus produire de voitures pour les particuliers.

Ceci donne une idée de l'ampleur de la remise en cause du mode de production et de consommation dominant. Et le temps presse pour que cette remise en cause se traduise par des actes concrets.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

**Olivier Bancoult i réponn bann rasis zanglé :
Si pou déport anou, déport anou shagos ! Sé laba
ni vé alé pars laba nou lé éné !**

Mézami, zot i koné dopi bann shagosien la parti aport z'ot témoignaj dovan la kour internasyonal La Haye, la ène désèrtin britanik i ménaz pa zot. Zot i koné dopi bann shagosien la fé prosé bann zanglé, tribinal zanglé la done azot lo droi pou ète sitoiyin britanik épi lo droi an avoir in passpor zanglé.

Mé d'après moin bann zanglé la konprann i pé pa ashtë bann shagosien, ni avèk larzan, ni avèk passpor é bann shagosien la fé konprann azot sa pli vite ké zot téi kroi : kisoï dann maniféstasyon, kisoï dann prosé bann kamarad Olivier Bancoult la fé kont gouvèrnman anglé.

Lé vré bann shagosien la pèrd in bonpé prosé mé zot la pa marsh a jnou dovan bann britanik. Mèm si gouvèrnman-la la aplik lo mansonz, la ménas épi tout sort présyon kont nout bann frèr é sèr shagosien.

Pli gran dézast pou bann zanglé sé kan la kour internasyonal La Haye la kondane bann gouvèrnman britanik pars li la pa dékoloniz bann tériroir loséan indien konm li téi doi fé-an palikan lo droi internasyonal.

Dopi s'tan-la bann présyon kont bann shagosien lé plizanpli for. Mi sort lir dann in zoinal moriisien, Défimédia, bann zanglé l'après fé présyon dsi bann shagosien-mèm sak néna passpor britanik pou kite l'anglètèr épi alé Moris, sansa Sésèl... Dann in gran zoinal anglé i apèl lo Guardian bann zoinalist i amontr bann rasis zanglé la déza déport in santène britanik pars zot lé noir é astèr l'après rode fé parèye avèk bann shagosien.

Lo konsèye la komine Crawley i trète bann shagosien konm in bann "san domisi fiks intansyonèl". Olivier Bancoult pou sa par i réponn : si i vé déport anou, akoz i déport pa nou Shagos, sé laba ni sort é sé laba ni vé alé. Sé laba nou lé éné.

Justin